Nations Unies A/75/966

Assemblée générale

Distr. générale
21 juillet 2021
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session
Points 15, 16 et 42 de l'ordre du jour
Culture de paix

Les technologies de l'information et des communications au service du développement durable

Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique

Lettre datée du 19 juillet 2021, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies

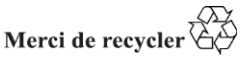
J'ai l'honneur de m'adresser à vous pour soulever une question de la plus haute importance. Ces derniers jours, nous avons assisté à l'intensification d'une campagne internationale visant à déstabiliser Cuba, à discréditer son gouvernement et à saper l'ordre constitutionnel du pays.

Une telle campagne est orchestrée, financée et exécutée par le Gouvernement des États-Unis, avec des fonds fédéraux et le soutien de groupes radicaux basés en Floride, dont certains sont bien connus pour leur implication, avérée, dans des activités terroristes et des actes d'incitation à la violence dirigés contre Cuba. Visant, d'une manière générale, à fomenter la violence et l'agitation sociale et à donner l'image d'un pays en proie au chaos et requérant une intervention étrangère, ces actes ont en fait pour véritable finalité de renverser l'ordre constitutionnel dont le peuple cubain s'est librement doté.

Les troubles et autres faits qui se sont produits, le 11 juillet, dans certaines localités de Cuba sont le fruit d'un plan ourdi par le Gouvernement des Etats-Unis pour faire pression, autant que possible, sur notre peuple, alors que nous nous trouvons dans une situation complexe du fait de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ainsi que du durcissement du blocus économique, commercial et financier criminellement imposé par les Etats-Unis à Cuba. Cette situation a gravement entravé le fonctionnement normal de notre économie, en réduisant drastiquement les revenus des exportations et l'accès aux combustibles, aux médicaments et aux fournitures médicales, créant pénuries et carences dont la population cubaine fait directement les frais.

La participation des États-Unis à ces actes est avérée. Il est de notoriété publique qu'un financement provenant d'organismes fédéraux ou locaux des États-Unis sert à

21-10036 (F) 250721 270721



fomenter des troubles internes, mener des actes de provocation et des attaques visant les institutions et commettre des actes terroristes à Cuba.

De surcroît, nous assistons à une opération de politique et de communication dirigée contre Cuba qui est tout sauf spontanée, puisqu'elle a été conçue et est exécutée depuis le cyberespace qui se trouve sous la juridiction du Gouvernement des États-Unis, par des entreprises et des groupes basés en Floride, qui reçoivent des fonds fédéraux destinés à financer de telles activités. Certains de ces groupes ont financé ou exécuté des actes terroristes dirigés contre Cuba, ou y sont impliqués. Les médias sociaux et les organes de presse ont également été utilisés pour propager délibérément mensonges et fausses informations sur la réalité cubaine. Des outils et dispositifs automatisés très coûteux utilisant les plateformes de médias sociaux, y compris des outils d'intelligence artificielle, ont été exploités pour façonner une réalité fictive et donner l'image d'un pays en proie au chaos, de manière à contribuer à l'agitation sociale, appeler à un soulèvement général et inciter à la violence et au vandalisme à Cuba. Le Gouvernement cubain a présenté de nombreuses preuves incriminant le Gouvernement des États-Unis à cet égard.

La campagne internationale dirigée contre Cuba vise en grande partie à discréditer la riposte du Gouvernement à la COVID-19, à manipuler les indicateurs épidémiologiques liés à la pandémie et à faire croire à un effondrement du système de santé. Faisant montre d'une grande hypocrisie, les États-Unis entendent faire porter au Gouvernement cubain la responsabilité des pénuries de médicaments et de fournitures médicales, alors que la situation actuelle résulte directement d'un durcissement sans précédent du blocus imposé par les États-Unis, surtout dans le contexte de cette pandémie mondiale.

Aujourd'hui, la situation dans laquelle se trouve Cuba face à la pandémie n'est pas due à l'échec du Gouvernement ou à l'effondrement du système de santé : elle découle de seize mois de lutte contre la pandémie et de la résurgence actuelle de celle-ci, fait auquel s'ajoute le durcissement du blocus et des restrictions brutales imposés au peuple cubain. De fait, c'est grâce à l'extraordinaire effort du Gouvernement cubain et du système national de santé que le pays, malgré la situation actuelle, affiche un taux de mortalité due à la COVID-19 – de 0,67 – bien inférieur aux taux enregistrés dans notre région ou dans le monde. Cuba est également le seul pays d'Amérique latine à avoir réussi à mettre au point son propre vaccin et à compter quatre autres vaccins candidats. Nous avons en outre été en mesure de détacher, dans 40 pays et territoires, 57 brigades médicales destinées à contribuer à la lutte contre la COVID-19. Pour autant, le Gouvernement des États-Unis s'emploie avec cynisme, dans le contexte de la riposte à la pandémie, à présenter Cuba comme un exemple d'échec.

Les faits survenus le 11 juillet ne sont pas la conséquence d'un débordement social. Cuba a été victime d'une opération de politique et de communication du Gouvernement des États-Unis, orchestrée et financée depuis le territoire de ce pays-là et utilisant le cyberespace qu'il contrôle. Cette opération a entraîné des troubles de faible ampleur, n'ayant pas obtenu le soutien de la majorité du peuple cubain. Des institutions publiques, notamment des hôpitaux, des commissariats de police et des magasins, ont été la cible d'actes de vandalisme et de violences dirigés également contre des employés qui protégeaient leur lieu de travail, des agents des forces de l'ordre et des patrouilles de police.

Néanmoins, le plan ourdi contre Cuba à l'origine de ces actes a échoué, grâce à l'action conjointe du Gouvernement et du peuple cubains, peuple qui continue, à une écrasante majorité, de défendre la Révolution et l'ordre constitutionnel. Le fonctionnement normal des institutions publiques est préservé, dans les conditions imposées par la situation d'urgence sanitaire.

Des préoccupations légitimes ont été détournées à la faveur des appels à la violence et au vandalisme. Le Gouvernement cubain reste pleinement déterminé à

répondre à ces préoccupations, comme il l'a toujours fait, dans l'intérêt de l'ensemble de la population cubaine.

Nous dénonçons, avec la plus grande véhémence, les actes violents fomentés et exécutés par des acteurs criminels, y compris les attaques dirigées contre les forces de l'ordre et les institutions publiques, ainsi que l'incitation à la violence, provenant principalement de l'étranger. Contrairement à ce que d'aucuns ont prétendu non sans malveillance, les autorités cubaines n'ont à aucun moment appelé à l'affrontement et à la violence entre concitoyens : nous nous sommes tournés vers notre peuple qui, comme toujours, est le premier rempart de la Patrie contre les agressions de mercenaires, les attaques de terroristes, le sabotage de l'économie, les mesures économiques coercitives et autres plans de déstabilisation. L'instigation aux dissensions entre Cubains vient de l'étranger. Nous sommes et serons toujours un pays de paix.

Nous réfutons, qui plus est, les fausses allégations de violations des droits humains qui auraient été commises par les forces de l'ordre en réaction aux faits survenus le 11 juillet. Les forces de l'ordre ont réagi à la violence et à l'incitation à la violence, aux actes de vandalisme et autres actes criminels en totale conformité avec la Constitution et la législation cubaines et avec les obligations internationales prises par Cuba. Des enquêtes pénales sont en cours afin d'établir l'ampleur de la participation et les responsabilités de toutes les personnes qui sont détenues ou autrement impliquées dans les faits du 11 juillet. Toutes les garanties d'une procédure régulière sont et continueront d'être respectées, dans le cadre de la légalité.

Bien que le Gouvernement maîtrise parfaitement la situation, la campagne internationale lancée contre Cuba continue de plus belle. Après le 11 juillet, d'autres actions visant à fomenter la violence, les comportements criminels, les actes de vandalisme, les troubles sociaux et les affrontements à Cuba ont été constatées et documentées. C'est pourquoi nous demandons instamment à l'Organisation des Nations Unies et à tous les pays de s'abstenir de relayer ou de soutenir ces actions dirigées contre Cuba, qui constituent une ingérence dans les affaires intérieures de Cuba et une violation de sa souveraineté nationale. Nous appelons également l'ONU et tous les pays à évaluer la situation de Cuba à l'aune d'informations objectives, non politisées et avérées, et à éviter de tomber dans le piège de l'infox et de la vaste campagne de désinformation.

En outre, si l'on veut venir en aide à Cuba – où toute aide bien intentionnée est la bienvenue –, il faut avant toute chose dénoncer le blocus imposé par les États-Unis et en demander la levée immédiate : rien n'a plus de poids et de conséquences sur le quotidien du peuple cubain que le blocus.

Le Gouvernement et le peuple cubains ne toléreront aucune activité ou manœuvre criminelle dirigée contre l'ordre constitutionnel dont nous nous sommes librement dotés, dans l'exercice de notre droit à l'autodétermination. Contre vents et marées, nous continuerons de poursuivre l'édification d'une société inclusive, démocratique, prospère et durable pour tous et à renforcer l'unité du peuple cubain, bouclier suprême contre la soif de domination sur notre pays affichée par le Gouvernement des États-Unis.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des point 15, 16 et 42 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Pedro L. **Pedroso Cuesta**